



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Transparence budgétaire

Question au Gouvernement n° 733

### Texte de la question

#### TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Mme Sophie Ricourt Vaginay** . La Cour des comptes, dans son énième rapport rendu public le 15 mai dernier, n'avertit plus, elle sonne le tocsin. Elle évoque un risque réel de perte de contrôle des finances publiques et, pour la première fois, parle d'un scénario de cessation de paiement d'ici à 2027. C'est un basculement, un point de rupture.

Or, ces signaux, nous ne les découvrons pas. Dès l'an dernier, une commission d'enquête, dont Éric Ciotti était rapporteur, a entamé des travaux sur le dérapage budgétaire des années 2023 et 2024, et a révélé ce que beaucoup savaient et que vous taisiez : des budgets insincères, des hypothèses de croissance fantaisistes et des économies fictives pour habiller le vide. Le constat est accablant : un déficit qui crève les plafonds européens, une dette abyssale qui atteint 3 300 milliards d'euros.

Monsieur le premier ministre, le temps n'est plus aux tergiversations mais à la vérité. J'ai deux questions simples. Quelle est la garantie de sincérité du budget pour 2025, alors que les fondations de la loi de finances ont été sapées par vos propres illusions de croissance ? Quand direz-vous la vérité aux Français, quand leur expliquerez-vous, les yeux dans les yeux, que la République ne tient plus que par le fil de ses crédits à court terme ?

Vous avez le devoir de garantir la soutenabilité des dépenses publiques. Vous avez le devoir d'assurer la continuité de l'État. Le silence n'est plus une stratégie, c'est une fuite et l'aveu d'une faillite annoncée. Alors, avec Éric Ciotti et l'ensemble du groupe UDR, nous vous le demandons solennellement : allez-vous continuer à gouverner dans le déni, jusqu'au jour où la France ne pourra plus payer ses dettes ni tenir ses promesses ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDR et sur quelques bancs du groupe RN.)*

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

**Mme Amélie de Montchalin**, *ministre chargée des comptes publics* . Oui, la situation des finances publiques nécessite l'union nationale. En effet, les finances unissent la nation et la nation a besoin d'avoir confiance dans ses finances publiques. Reste que je ne comprends pas pourquoi vous avancez que nous masquerions la réalité au point de susciter le soupçon. Le 15 avril, autour du premier ministre, nous avons réuni tous les acteurs des collectivités, de la sécurité sociale, tous les parlementaires et nous avons tout mis sur la table : les données pour l'année 2025, celles qui expliquent la situation, en particulier le fait que le pays travaille moins et produit moins qu'ailleurs ; nous avons, j'y insiste, donné tous les chiffres et nous le référons d'ici à la fin du mois de juin.

Il ne s'agit pas que les uns et les autres s'opposent, il faut que la nation dans son ensemble retrouve confiance et agisse. Nous avons choisi à cette fin une méthode : la transparence. Nous ne cachons rien et nous agissons.

**M. Alexandre Dufosset** . On dirait Michel Barnier qui parle...

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . Nous avons pris des décisions dès le mois d'avril pour que nous puissions maintenir le déficit à 5,4 % du PIB, comme s'y est engagé le premier ministre. Nous avons réuni les comités d'alerte sur tous les sujets sans jamais avoir pour objectif de dissimuler quoi que ce soit. Surtout, nous avons défini des objectifs partagés afin que la dette cesse d'augmenter d'ici à 2029. Un pays qui n'a plus de marge de manœuvre met en danger sa souveraineté. Si nous n'agissons pas ensemble, nous paierons davantage de charges d'intérêts et nous disposerons dès lors de moins d'argent pour les hôpitaux, pour la défense, pour l'éducation.

**M. Laurent Jacobelli** . Bravo ! Quel succès !

**M. Jordan Guillon** . Ça fait huit ans que vous êtes au pouvoir !

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . Nous agissons sans qu'on puisse nous soupçonner d'une quelconque dissimulation. Je vous inviterai, comme tous vos collègues, à la fin du mois de juin, à ce moment de transparence nationale car les comptes doivent être publics : c'est la condition d'une action commune.

## Données clés

**Auteur** : [Mme Sophie Ricourt Vaginay](#)

**Circonscription** : Alpes-de-Haute-Provence (2<sup>e</sup> circonscription) - UDR

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 733

**Rubrique** : Finances publiques

**Ministère interrogé** : Comptes publics

**Ministère attributaire** : Comptes publics

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 29 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 mai 2025